



# Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

## ÉVALUATION DE LEADER/CLLD ÉTABLIR LES BASES CONCEPTUELLES DE L'APPROCHE

L'histoire de LEADER<sup>1</sup> est vaste et s'est progressivement enrichie au cours des vingt-cinq dernières années. LEADER a débuté comme initiative pilote en 1991 (LEADER I) et évolué, à la suite de nombreuses modifications (LEADER II, LEADER+), vers une approche méthodologique conventionnelle et intégrée, utilisée pour le développement rural européen.

**L**e Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural a interrogé Jean-Michel Courades<sup>2</sup>, qui est actuellement expert thématique du Helpdesk Évaluation et Pedro Brosei<sup>3</sup>, qui est actuellement le vice-président de l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD). Jean-Michel et Pedro ont mis en relief les moments stratégiques de l'histoire de LEADER et de son évaluation, ainsi que les raisons pour lesquelles celle-ci constitue l'approche centrale utilisée pour le développement rural européen.

En tant qu'outil **fondé sur une approche ascendante, multisectorielle, territoriale et de partenariat**, LEADER a accru l'influence des territoires ruraux au moyen de stratégies de développement local, élaborées et mises en œuvre dans le cadre de partenariats public-privé appelés "groupes d'action locale" (GAL). Au fil des décennies, LEADER s'est avéré être un instrument efficace contribuant au maintien du paysage rural et de sa population, au renforcement de l'héritage



© Blanca Casares Cuillén

Cantabrie, Espagne



### ACTUALITÉS

EVALUATIONWORKS! LES ÉVÉNEMENTS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: RÉSULTATS DE 2015 ET PERSPECTIVES POUR 2016

PAGE 6



### BONNES PRATIQUES

PRÉPARER L'ÉVALUATION DE L'AGRICULTURE À HAUTE VALEUR NATURELLE: 2014-2020

PAGE 10



### RETOUR AUX FONDAMENTAUX

CADRE CONCEPTUEL DE L'ÉVALUATION DE LEADER/CLLD

PAGE 12



### ÉVÉNEMENTS

CALENDRIER - QUOI DE NEUF?

PAGE 14



- > culturel et naturel, et à la création d'entreprises et d'emplois sur la base des ressources locales. "Il a été le premier instrument intégré de développement rural, avant la création officielle du Pilier II, accepté par les communautés rurales comme le premier instrument de la politique rurale européenne... Il représentait le développement rural ou la politique de développement rural au plan européen", se rappelle Jean-Michel. Dans ce contexte, de nombreux États membres n'étaient pas dotés d'une politique dynamique de développement rural avant LEADER.

### Jeter les bases de l'approche LEADER par l'intermédiaire des évaluations ex post

LEADER est réputé pour son approche ascendante innovante du développement rural; cependant, le rôle important des évaluations LEADER est rarement reconnu. Les résultats et les recommandations des évaluations ex post ont joué un rôle crucial dans l'établissement des bases conceptuelles de ce que l'on appelle aujourd'hui "l'approche LEADER", faisant d'une initiative communautaire une partie intégrante fondamentale de la politique de développement rural en Europe.

La trajectoire des évaluations LEADER traduit une histoire particulière d'apprentissage institutionnel et sociétal. Les évaluations ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de la méthode LEADER, avant tout par l'intermédiaire des évaluations ex post. Les évaluations ex post sont réalisées à un moment unique du cycle politique, lorsque la période de mise en œuvre suivante est déjà engagée; par conséquent, la plupart de leurs conclusions et recommandations contribuent à la période de programmation suivante. Les évaluations ex post ne s'enrichissent pas seulement des informations de la période évaluée, mais reflètent également les débats en cours, et font par conséquent office de canaux essentiels de la communication et du changement par leurs recommandations.

L'initiative LEADER I (1991-1993) a fait l'objet d'une évaluation ex post européenne (UE12)<sup>4</sup>. Sur la base des données de l'enquête réalisée auprès de l'ensemble des 217 GAL bénéficiaires, les résultats et les impacts des interventions LEADER ont fait l'objet d'un examen approfondi via un échantillon qualitatif de 50 GAL en ce qui concerne leurs plans d'action locale, leurs modes de fonctionnement et les impacts observables sur les communautés locales. Surtout, l'évaluation ex post de LEADER I a porté principalement sur les résultats et les impacts des interventions dans les territoires LEADER et a ouvert la voie à une étude et à un modèle visant à déterminer comment ses spécificités ont contribué à fonder une approche plus efficace du développement rural. Outre l'analyse des impacts locaux en termes d'emploi, de création d'entreprises et de développement, les évaluateurs ont mis l'accent sur la gouvernance globale au sein de LEADER, ex.: la mise en œuvre des partenariats, l'approche ascendante et le travail en réseau, et l'évolution des structures institutionnelles suscitées par les procédures de mise en œuvre décentralisées. L'importance accordée à la première évaluation ex post de LEADER I a fortement contribué à ce que LEADER ne se résume pas à un instrument financier, mais constitue un moyen d'intégration des zones rurales dans le système européen. "Pour de nombreuses zones rurales qui ont pu se sentir marginalisées ou déconnectées d'autres pays, LEADER a offert la possibilité de se connecter à d'autres États membres et d'établir une coopération transnationale avec d'autres pays, apportant une forte valeur ajoutée", souligne Jean-Michel. Ces mécanismes de gouvernance performants de LEADER I ont été "codifiés" dans cette évaluation et sont devenus par la suite les sept composantes ou "principes opérationnels" des stratégies ascendantes, des partenariats publics locaux, de l'innovation, des approches multisectorielles, des approches territoriales, de la coopération et du travail en réseau dans le cadre de LEADER.





**“Pour de nombreuses zones rurales qui ont pu se sentir marginalisées ou déconnectées d’autres pays, LEADER a offert la possibilité de se connecter à d’autres États membres et d’établir une coopération transnationale avec d’autres pays, apportant une forte valeur ajoutée”.**

### **Consolider une approche ascendante au moyen des exigences d’évaluation**

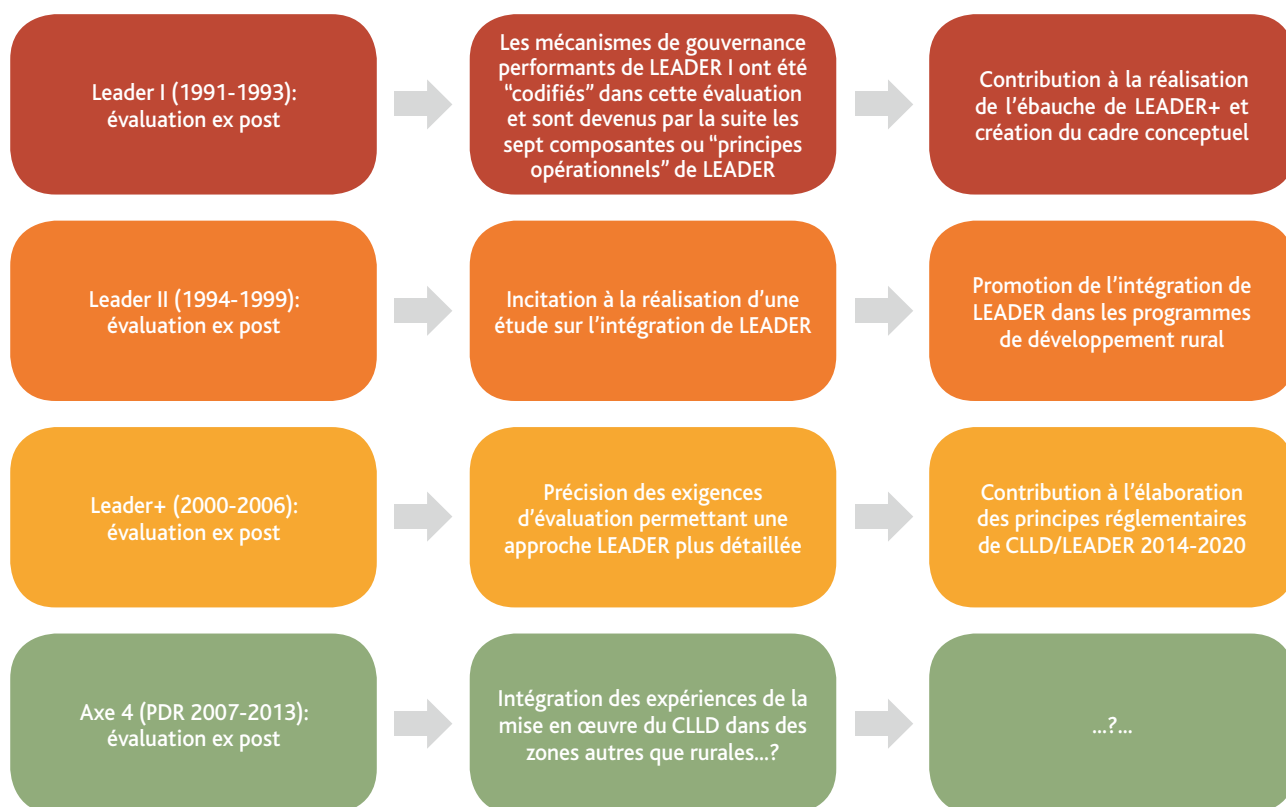
Avec la création du cadre conceptuel au moyen de l’évaluation ex post de LEADER I, l’évaluation ex post de LEADER II a renforcé le développement de l’approche LEADER. LEADER II a montré qu’en cinq ans seulement, près de la moitié des groupes étudiés ont mis en œuvre la méthode LEADER dans une certaine mesure, et que les résultats positifs sont étroitement liés à la mise en œuvre de cette méthode. “Il s’agissait d’améliorer réellement la gouvernance au plan local afin que les communautés rurales puissent observer les avantages de LEADER... Malgré les difficultés liées à la mise en œuvre de cette méthode avec les fonds européens et les nombreuses règles régissant la communication d’informations, elle a été acceptée au plan local comme un outil très utile”, ajoute Jean-Michel. L’évaluation ex post de LEADER II a mis en évidence l’évolution de LEADER comme instrument de développement financier et moyen efficace de redéfinir la gouvernance dans la société rurale. L’évaluation a montré que les résultats moins positifs étaient le plus souvent observés dans les cas où l’initiative était utilisée comme instrument de financement seulement, sans mise en œuvre directe des principes de gouvernance de LEADER (entravée par une gouvernance centralisée, entraînant la

faiblesse des partenariats locaux et la concurrence de nombreuses institutions et agences pour jouer le rôle prépondérant). L’évaluation ex post de LEADER II a clairement montré qu’une plus grande autonomie des GAL favorisait une participation accrue et les changements structurels au plan local. Cette autonomie encourageait par ailleurs l’établissement de modes d’interaction institutionnels plus forts entre les GAL, les unités de soutien du réseau et les administrations du programme à l’échelle régionale, nationale et de l’UE.

Malgré certaines difficultés, les résultats de l’évaluation ex post de LEADER II ont été suffisamment encourageants pour inciter la Commission européenne à réaliser une étude de suivi visant à évaluer les possibilités d’intégrer l’approche LEADER dans les politiques générales de développement rural<sup>5</sup>.

Les évaluations de LEADER+ se sont inscrites dans le prolongement de ces résultats et de la consolidation de l’approche LEADER, clarifiant les exigences d’évaluation définies à l’échelle européenne et permettant aux autorités du programme dans les États membres de se fonder sur une approche LEADER progressivement plus détaillée.

La période de programmation 2007-2013 a vu l’intégration de l’approche LEADER dans la politique de développement rural et le renforcement de son efficacité comme instrument politique. “Cette initiative communautaire fructueuse pendant trois générations a ensuite été jugée suffisamment développée pour être intégrée”, indique Pedro Brosei. Cette idée a été appliquée au moyen de la méthode, et la méthode LEADER s’est traduite en principes et règles juridiques afin de garantir une mise en œuvre satisfaisante au moyen de trois mesures: la mise en œuvre de stratégies de développement local, la coopération entre les GAL et le fonctionnement des GAL.



Source: Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural 2016

En définitive, l'évolution de l'idée vers des principes juridiques a été facilitée par le processus de ces évaluations importantes.

### Développement local mené par les acteurs locaux (CLLD): Élargir l'approche LEADER à tous les Fonds ESI

"L'impact de LEADER sur la gouvernance locale dépasse la politique de développement rural et la PAC. Il est devenu un modèle de gouvernance pour le développement local, applicable aux politiques sectorielles et à la politique urbaine. Il a été reconnu comme une initiative particulièrement réussie", affirme Jean-Michel.

Le succès à grande échelle de LEADER dans les zones rurales a incité d'autres fonds à mettre en œuvre cette approche dans d'autres domaines, en utilisant l'idée du CLLD. Le CLLD permet de mieux exploiter le potentiel à l'échelle sous-régionale et locale dans les territoires ruraux, les zones de pêche et les territoires urbains, en répondant à leurs besoins et en contribuant à la réalisation de tous les objectifs d'Europe 2020. En tant que tel, le CLLD est un instrument qui vise au renforcement de la coordination et de l'intégration de plusieurs Fonds ESI<sup>6</sup> et à la création de synergies entre eux à l'échelle sous-régionale et locale, en faveur de la stratégie Europe 2020. Le CLLD peut être interprété comme un élargissement de l'approche LEADER tant en ce qui concerne les fonds que les régions.

Le CLLD est l'un des deux instruments<sup>7</sup> visant à encourager des approches intégrées du soutien au développement territorial<sup>8</sup> dans la période de programmation 2014-2020. Les principes du CLLD établis dans le cadre juridique suivent les principes de LEADER appliqués aux périodes de programmation antérieures. Conformément au cadre juridique, le CLLD<sup>9</sup>:

- Se concentre sur des territoires sous-régionaux spécifiques;
- Est dirigé par les GAL, composés des représentants des intérêts socioéconomiques locaux, publics et privés, dont aucun ne représente plus de 49 % des droits de vote dans la prise de décisions;
- Est réalisé sur la base de stratégies territoriales intégrées et multisectorielles, qui prennent en considération les besoins et les potentiels locaux, comprennent des structures innovantes et bénéficient du travail en réseau et de la coopération.

Dans la période de programmation 2014-2020, un soutien explicite a été apporté à la formulation d'un cadre juridique commun, en harmonisant les procédures pour les quatre Fonds ESI, dans l'objectif de renforcer la cohérence et de promouvoir une stratégie unique, menée par les acteurs locaux, sur la base de plusieurs fonds. De nombreux éléments de la période de programmation 2014-2020 visent à simplifier le développement local mené par les acteurs locaux:

- Une méthodologie unique pour le CLLD sera applicable à l'ensemble des Fonds ESI et des régions;



- Le soutien aux Fonds ESI sera cohérent et coordonné, et des mécanismes de financement par plusieurs sources seront prévus afin de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires;
- L'administration des frais de gestion et des activités liées à la mise en œuvre sera possible via un "fonds principal" unique;
- Le taux de cofinancement maximal sera augmenté dans certains cas;
- Pour la première fois, l'évaluation de la stratégie de développement local est obligatoire<sup>10</sup>.

Étant donné la multiplication des fonds facilitant l'approche LEADER/CLLD, l'évaluation de cette approche devient de plus en plus importante afin de garantir non seulement la responsabilité, la transparence, la rentabilité et l'efficacité à l'égard des parties prenantes, mais aussi, comme l'a illustré LEADER tout au long de son histoire, pour constituer l'instrument essentiel de l'apprentissage des politiques favorisant le succès d'un nouvel aspect transversal du financement multiple.

### Orientations pour l'évaluation de LEADER/CLLD: Se donner les moyens de bâtir un avenir collectif

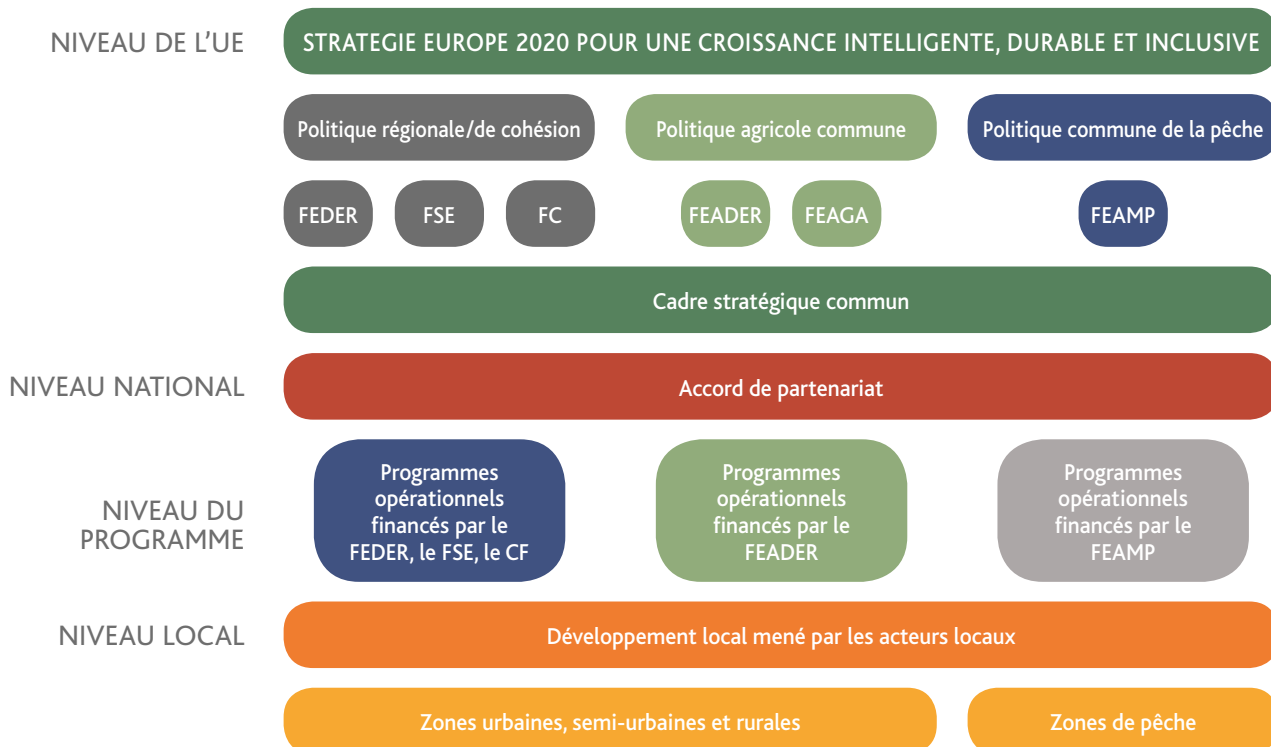
Afin d'aider les États membres et les évaluateurs à comprendre les exigences relatives à la communication des informations au cours de la période 2014-2020 dans le cadre de LEADER/CLLD et de les aider à atteindre les meilleurs résultats, le Helpdesk Évaluation a mis en place le groupe de travail thématique "Évaluation de LEADER/CLLD". Les principales conclusions de ce groupe de travail prendront la forme d'un document d'orientation établi en collaboration avec

des experts de l'évaluation issus des États membres, des membres du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC, des fonctionnaires de la DG AGRI et le Helpdesk Évaluation.

Ces lignes directrices orienteront les parties prenantes tout au long de la planification, de la préparation, de la réalisation et de la communication des informations relatives à l'évaluation de LEADER/CLLD et fourniront des conseils aux autorités de gestion, aux évaluateurs, aux GAL, aux organismes payeurs et aux réseaux ruraux nationaux sur:

- La gestion et les processus d'évaluation et de suivi de LEADER/CLLD, de communication et de diffusion des informations;
- L'évaluation de LEADER/CLLD au niveau des PDR;
- L'évaluation au niveau des GAL. ■

1. Liaison entre actions de développement rural.
2. Jean-Michel Courades est un ancien fonctionnaire de la DG AGRI. De 2002 à 2010, Jean-Michel a été responsable de politiques pour la coordination de LEADER. De 2010 à 2013, il a été membre de l'unité en charge du REDR, où il a supervisé le contenu des activités du REDR, y compris LEADER.
3. Pedro Brosei a été coordinateur de réseau pour les réseaux allemand et européen LEADER+ et coordinateur horizontal pour LEADER à la DG AGRI de 2008 à 2014.
4. Publiée en 1999. [http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader1/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader1/index_en.htm)
5. Publiée en 2004. [http://ec.europa.eu/agriculture/eval/reports/leader/sum\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/eval/reports/leader/sum_fr.pdf)
6. Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER); il s'agit d'une obligation pour ce dernier fonds. Article 32.1 du règlement (UE) N° 1303/2013
7. Le second instrument de soutien à l'intégration des approches du développement territorial est l'investissement territorial intégré, article 36 du règlement (UE) N° 1303/2013.
8. Éléments d'un cadre stratégique commun 2014-2020, document de travail des services de la Commission, Partie I, 2012, [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/working/strategic\\_framework/csf\\_part1\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/strategic_framework/csf_part1_fr.pdf)
9. Article 32.2 du règlement (UE) N° 1303/2013
10. Selon l'article 33.1 (f) du règlement (UE) N° 1303/2013, la stratégie de développement local doit comprendre une description des mécanismes d'évaluation.



Source: Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural 2016





# **EVALUATIONWORKS! LES ÉVÉNEMENTS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: RÉSULTATS DE 2015 ET PERSPECTIVES POUR 2016**

"EvaluationWORKS!" est l'événement annuel de renforcement des capacités du Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural, organisé dans chaque État membre de l'UE afin d'offrir une plateforme pour le renforcement des capacités d'évaluation des parties prenantes de l'évaluation du développement rural.

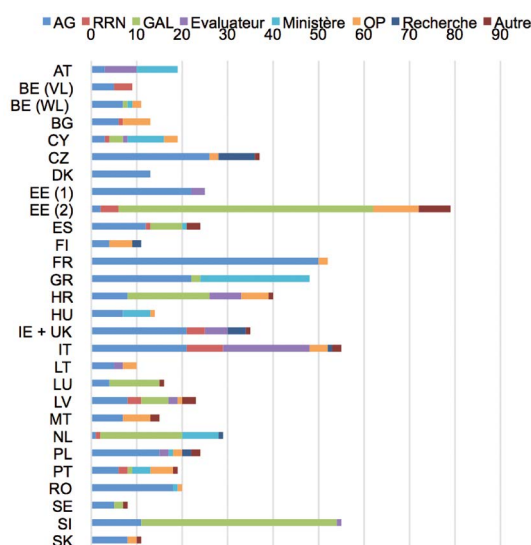
Entre octobre 2015 et juin 2016, 29 formations ont été offertes dans 28 États membres.

- Ces formations ont rassemblé un total de 750 participants.
- La majorité des participants étaient issus des autorités de gestion
- Une proportion importante de participants provenait des GAL
- Les évaluateurs restent sous-représentés

## **Les réactions des participants aux événements de renforcement des capacités soulignent:**

- Des compétences accrues en matière d'évaluation (tous les États membres)
- L'utilité des exercices pratiques et des groupes de travail
- Le partage et le transfert des bonnes pratiques grâce aux études de cas

**NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR RÔLE ET PAR ÉTAT MEMBRE**





## Questions éclaircies dans le cadre d'EvaluationWORKS!

### MODULE A:

#### Système commun de suivi et d'évaluation

- L'objet et l'utilisation du SCSE
- La différence entre le SCSE et le CCSE, et les changements importants par rapport à la période de programmation antérieure
- Les éléments du SCSE et leur corrélation; le plan d'évaluation (PE); les indicateurs; les questions évaluatives (QE)

### MODULE B:

#### Établissement du système de réponse aux questions évaluatives

- L'objet des questions évaluatives (QE) et les exigences d'évaluation correspondantes pour l'évaluation des PDR, les rapports annuels sur la mise en œuvre (2017/2019)
- Comment effectuer des contrôles de cohérence parmi les QE, les critères de jugement, les indicateurs, etc.
- L'utilisation de méthodes qualitatives et quantitatives et les systèmes de collecte des données

### MODULE C:

#### Évaluation de LEADER/CLLD

- Exigences de l'évaluation de LEADER (au niveau du PDR et du GAL)
- Les rôles des parties prenantes avec une attention particulière pour les liens entre l'autorité de gestion, l'organisme payeur, le RRN et les GAL
- L'élaboration des éléments du SCSE liés à LEADER (critères de jugement et indicateurs) conformément à la logique d'intervention et à la hiérarchie des objectifs de la stratégie de développement local afin de comprendre la valeur ajoutée de LEADER

## Actions de suivi et futures priorités pour les événements EvaluationWORKS! en 2016

La plupart des États membres ont **déjà prévu des actions de suivi pour:**

- **La mise en place et la diffusion du soutien méthodologique par l'autorité de gestion**
- **La planification** des formations, ateliers, conférences, etc.
- **Le partage et le transfert des expériences et des bonnes pratiques avec d'autres États membres**
- L'examen des **révisions éventuelles de leurs plans d'évaluation** et/ou des **plans des indicateurs**
- **Le soutien renforcé aux RRN** et la participation accrue de l'ensemble des gestionnaires des mesures au processus d'évaluation

Les événements de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation poursuivront l'établissement de **liens directs avec les parties prenantes de l'évaluation du développement rural**. Un soutien continu sera fourni afin de **combler les lacunes dans les connaissances** des parties prenantes de l'évaluation dans des domaines tels que les bases de données relatives aux opérations, le plan d'évaluation, le rapport annuel sur la mise en œuvre, l'évaluation de LEADER, l'évaluation des RRN, etc.). ■

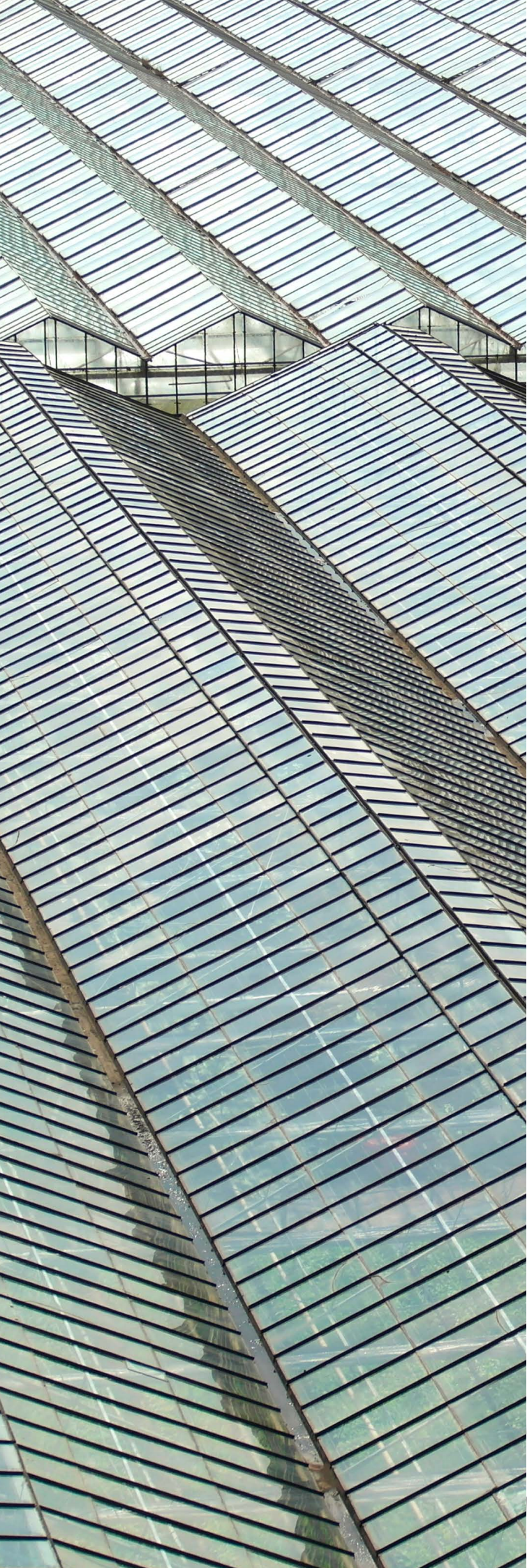
## POUR EN SAVOIR PLUS:

Activités de renforcement des capacités -  
section sur le site internet du Helpdesk  
Évaluation européen

Rural Evaluation NEWS N° 2  
(décembre 2015, page 12)







## LA 9<sup>E</sup> RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS CHARGÉ DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA PAC

Le groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC s'est réuni pour la 9<sup>e</sup> fois à Bruxelles le 24 mai 2016. Des représentants de la Commission européenne et des États membres ont participé à la réunion.

**L**a DG AGRI a communiqué aux experts les informations les plus récentes sur son plan d'évaluation et d'études pour 2016-2020, qui se fonde notamment sur le cycle d'évaluation de 6 ans prévu à l'article 18.3 (b) du règlement (UE) N° 1268/2012. Le Helpdesk Évaluation a présenté des informations actualisées sur les orientations relatives à "L'évaluation des résultats des PDR: comment préparer les rapports sur les évaluations en 2017". La DG AGRI a précisé que ces lignes directrices ont été améliorées depuis la dernière réunion et qu'elles faisaient l'objet d'une révision et d'un contrôle de la qualité en vue de leur approbation et publication. La DG AGRI a ensuite présenté les progrès accomplis en ce qui concerne le rapport annuel de mise en œuvre SFC2014 et les indicateurs du pilier I. Le CCR a présenté les résultats d'une étude décrivant comment les expériences économiques peuvent inspirer la politique agricole de l'UE, et la DG AGRI a présenté l'exercice annuel d'évaluation par l'OCDE de la PAC 2014-2020. Les résultats des synthèses des évaluations ex ante des PDR 2014-2020 ont ensuite été présentés aux délégués. Le Helpdesk Évaluation a présenté son troisième groupe de travail thématique "Évaluation de LEADER/CLLD", ainsi que les résultats de ses événements de renforcement des capacités en 2015 et les perspectives pour 2016. Les délégués de l'Allemagne et de l'Autriche ont présenté un exposé informatif de la mise en œuvre des plans d'évaluation dans leurs pays respectifs.

Cette édition met en relief la présentation de Zélie Peppiette (assistante du Directeur général adjoint pour le développement rural à la DG AGRI) décrivant quand et comment modifier les cibles et indicateurs des PDR, sur la base d'une série de questions fréquemment posées transmises par plusieurs États membres. Cette présentation soulignait le lien entre les résultats escomptés et les cibles, établissant une distinction entre les phases d'approbation et de mise en œuvre. Les cibles sont des valeurs établies au début de la période de programmation, au stade de l'approbation, qui doivent



faire l'objet d'un suivi afin d'évaluer les réalisations. Les cibles étaient établies conformément à la stratégie du PDR et validées en tenant compte des résultats escomptés. Dans le SFC, la cohérence avec les résultats escomptés était garantie parce que certaines valeurs cibles étaient calculées sur la base des données des résultats escomptés dans le tableau des indicateurs. Ce calcul automatique a été supprimé car il n'est plus nécessaire. Zélie soulignait néanmoins que lors de la modification des PDR, l'autorité de gestion ne devait pas perdre de vue que les résultats escomptés doivent être structurés afin d'atteindre les cibles établies. Cela signifie qu'au cours de la phase de mise en œuvre, les résultats escomptés doivent être adaptés si nécessaire afin d'atteindre les cibles établies. Si l'autorité de gestion constate des erreurs dans les cibles initiales, elle doit les corriger dans la première modification disponible du PDR et fournir une explication de l'erreur aux services de la Commission.

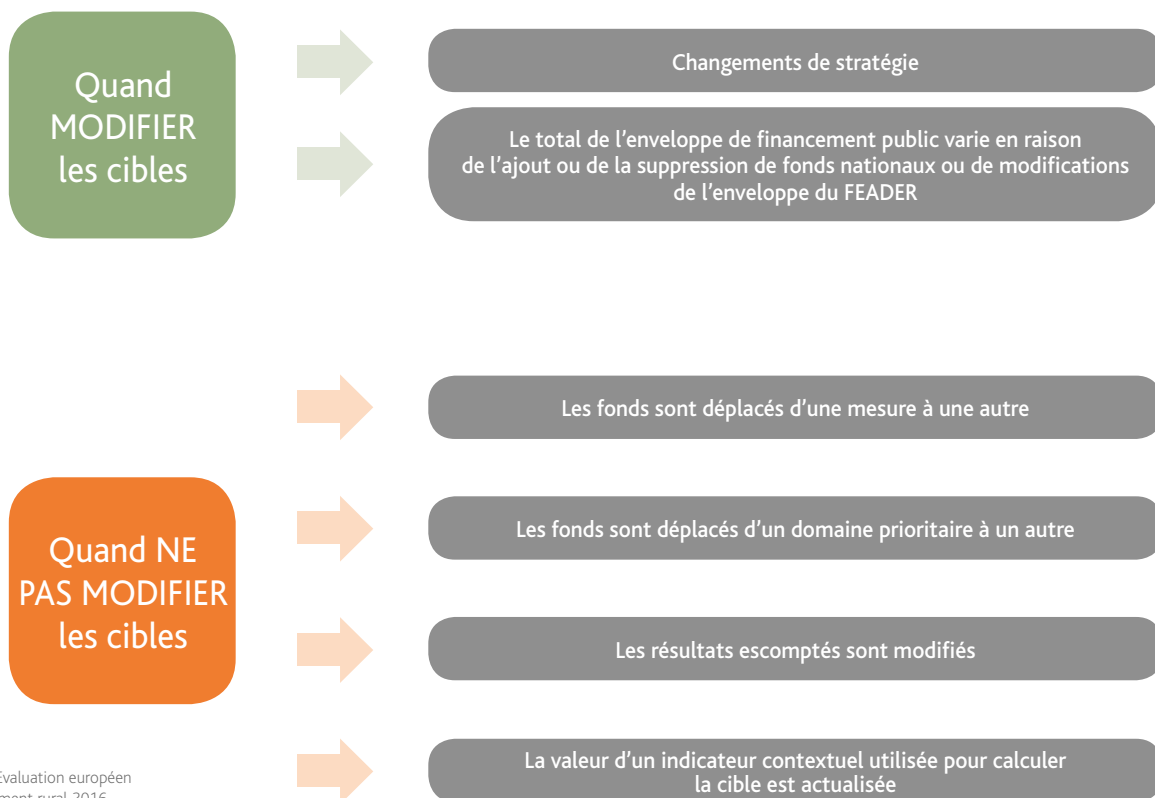
Il existe toutefois des cas particuliers dans lesquels les cibles peuvent être modifiées:

- Si la stratégie pour un domaine prioritaire est rédigée en termes généraux, un changement dans la façon d'aborder ce domaine prioritaire peut être cohérent avec le texte existant. Ceci doit toutefois être examiné au cas par cas.
- Lors de l'arrondissement des valeurs cibles. En raison du calcul

automatique, certaines cibles ont été établies sous la forme de nombres décimaux. L'autorité de gestion a la possibilité (pas l'obligation) d'arrondir les valeurs cibles.

Concernant la question de savoir si les cibles ne peuvent être modifiées qu'en vertu de l'article 11.a (i) du règlement (UE) N° 1305/2013, la présentatrice a précisé que cette disposition vise un cas particulier, à savoir une redéfinition supérieure à 50 % de la cible résultant d'une modification substantielle de la stratégie du PDR. Ceci est évalué cumulativement, en tenant compte de toutes les modifications successives. Les modifications dans le cadre d'une redéfinition inférieure à 50 % relèveraient d'une autre base juridique, selon le contenu de la modification, mais peuvent aussi impliquer une modification du chapitre 5 du PDR.

La présentation aboutissait à la conclusion que la définition légale de la "modification stratégique" sert à déterminer et à limiter le nombre de modifications substantielles de la stratégie au cours du cycle de vie du PDR. ■



Source: Helpdesk Evaluation européen pour le développement rural 2016



## DEUXIÈME ATELIER DE BONNES PRATIQUES: LES 7-8 JUIN À BONN, EN ALLEMAGNE

Le deuxième atelier de bonnes pratiques, organisé conjointement par le Helpdesk Évaluation et l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (BfN), "Préparer l'évaluation de l'agriculture à haute valeur naturelle dans les programmes de développement rural 2014-2020", s'est tenu les 7-8 juin 2016 à Bonn, en Allemagne.

Cet atelier de bonnes pratiques visait à créer un environnement favorable à l'examen et à promouvoir un échange des bonnes pratiques entre les États membres par la détermination et le contrôle de l'étendue et de la qualité des terres agricoles à HVN.

Cet atelier a été organisé à un moment important, car les États membres sont en train d'élaborer leurs systèmes de suivi et d'évaluation pour leurs rapports annuels sur la mise en œuvre (RAMO) en 2019, dans lesquels ils devront décrire l'indicateur d'impact de l'agriculture

à HVN. En outre, l'agriculture à HVN est le seul indicateur d'impact de la PAC pour lequel il n'existe **pas de méthodologie commune** formulée explicitement à l'échelle européenne, rendant le partage d'expériences entre États membres d'autant plus important afin de renforcer les capacités.

Cet événement a été accueilli avec satisfaction et a réuni 51 participants, y compris des membres de la Commission européenne, des autorités de gestion, des évaluateurs, des universitaires issus de 22 États membres et le Helpdesk Évaluation



L'atelier de bonnes pratiques s'est déroulé sur deux journées, la première journée consistant en une sélection intéressante de présentations et de discussions, y compris cinq études de cas issus de l'ensemble des États membres, notamment:

- Les méthodologies utilisées par différents États membres (DE, ES, DK, EE, IT) afin de définir l'agriculture à HVN (étendue et situation);
- L'analyse de la place privilégiée de l'agriculture à HVN dans l'évaluation de la qualité dans les États membres, y compris: la méthode d'attribution des scores (EE, DK), la méthode de cartographie des typologies (ES) et l'évaluation basée sur les niveaux de qualité (DE, IT);
- La collecte de données suffisantes afin de définir une situation initiale adéquate pour les futures évaluations.

**"C'était encourageant de constater les approches innovantes prises dans certains États membres pour le développement, l'analyse et l'utilisation des indicateurs adaptés à leurs propres systèmes d'agriculture à HVN, en dépit de quelques problèmes liés aux données. J'ai particulièrement apprécié les discussions sur la nécessité de comprendre les aspects socioéconomiques des systèmes d'agriculture à HVN; pas seulement à des fins d'évaluation mais aussi pour viser un soutien adéquat de la PAC. Si les agriculteurs ne voient pas d'avenir viable pour l'agriculture à HVN, nous risquons tout simplement d'être les témoins de son déclin."**

**Clunie Keenleyside**

Chercheuse principale, Programme Agriculture et Gestion des sols,  
Institut pour une politique de l'environnement (IIEP)

Des exposés introductifs ont été présentés sur des sujets tels que la mise au point de l'indicateur de l'agriculture à HVN dans les PDR 2014-2020 par la Commission européenne et les résultats préliminaires de l'enquête des États membres sur les approches utilisées pour identifier les zones agricoles à HVN, par l'équipe du Helpdesk Évaluation. ■

## Principales leçons tirées par les participants

- L'identification, le suivi et l'évaluation de l'agriculture à HVN doivent se fonder sur une méthodologie rigoureuse, qui permette d'appréhender la dynamique, l'évolution et comment la politique influe directement sur l'agriculture à HVN.
- La dernière période de programmation portait sur l'apprentissage. Auparavant, seule l'étendue des terres agricoles à HVN faisait l'objet d'une évaluation; dans la période de programmation actuelle, il est essentiel d'accomplir des progrès dans l'évaluation de la qualité de l'agriculture à HVN.
- Il est important de partir d'une situation initiale bien établie quant à l'étendue et à la qualité de l'agriculture à HVN: les PDR 2014-2020 prévoient des valeurs HVN; cependant, les évaluations ex post des PDR 2007-2013 peuvent aider à l'établissement ou à l'actualisation de ces situations initiales.
- Il importe également de garantir que les approches actuellement mises au point afin de suivre et d'évaluer les modifications de l'étendue et de la qualité des terres agricoles à HVN tiennent compte des données spécifiques et des exigences conceptuelles des évaluations de la politique.
- Le partage des données entre institutions et organisations doit être renforcé.





# CADRE CONCEPTUEL DE L'ÉVALUATION DE LEADER/CLLD

L'approche LEADER a été intégrée à un instrument politique plus large<sup>11</sup>, afin d'encourager les approches intégrées du soutien au développement territorial<sup>12</sup> au cours de la période de programmation 2014-2020, appelé "développement local mené par les acteurs locaux" (CLLD).

LEADER/CLLD est un instrument utilisé dans un cadre à plusieurs niveaux et requiert par conséquent une évaluation à plusieurs niveaux:

- Au niveau des PDR, comme mesure programmée dans le cadre de l'objectif du Pilier II;
- Au plan local, par l'intermédiaire des GAL, qui peuvent utiliser plusieurs Fonds ESJ afin d'atteindre leurs objectifs dans le cadre d'une stratégie CLLD unique, liée à un territoire déterminé, et de contribuer simultanément à la réalisation des objectifs à l'échelle européenne.


Dans les deux cas, l'évaluation peut être de nature multidimensionnelle, portant généralement sur l'analyse de l'efficacité, de l'efficience, des résultats et des impacts des interventions à chacun des deux niveaux, et sur l'analyse de leurs interactions. Un aspect fondamental des évaluations LEADER/CLLD est l'attention particulière accordée aux sept principes LEADER/CLLD et à la valeur ajoutée apportée par les PDR, les zones et les populations rurales. Comme illustré ci-contre, ces sept principes et leur valeur ajoutée jouent un rôle dynamique dans la corrélation entre le PDR et le niveau local dans les évaluations.

## L'évaluation de LEADER/CLLD à chaque niveau poursuit les objectifs suivants:

- Démontrer les réalisations de LEADER/CLLD au regard des objectifs de développement rural aux plans local, national et européen;
- Contribuer à la fourniture d'un soutien mieux ciblé pour les zones rurales et les bénéficiaires;
- Offrir des connaissances sur les moyens de mieux définir et mettre en œuvre LEADER/CLLD. ■

11. Le CLLD est l'un des deux instruments visant à soutenir les approches intégrées du développement territorial. Le second instrument politique est l'investissement territorial intégré, article 36 du règlement (UE) N° 1303/2013.  
12. Éléments d'un cadre stratégique commun 2014-2020, document de travail des services de la Commission, Partie I, 2012, [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/working/strategic\\_framework/csf\\_part1\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/strategic_framework/csf_part1_fr.pdf)

Voir le graphique en page suivante



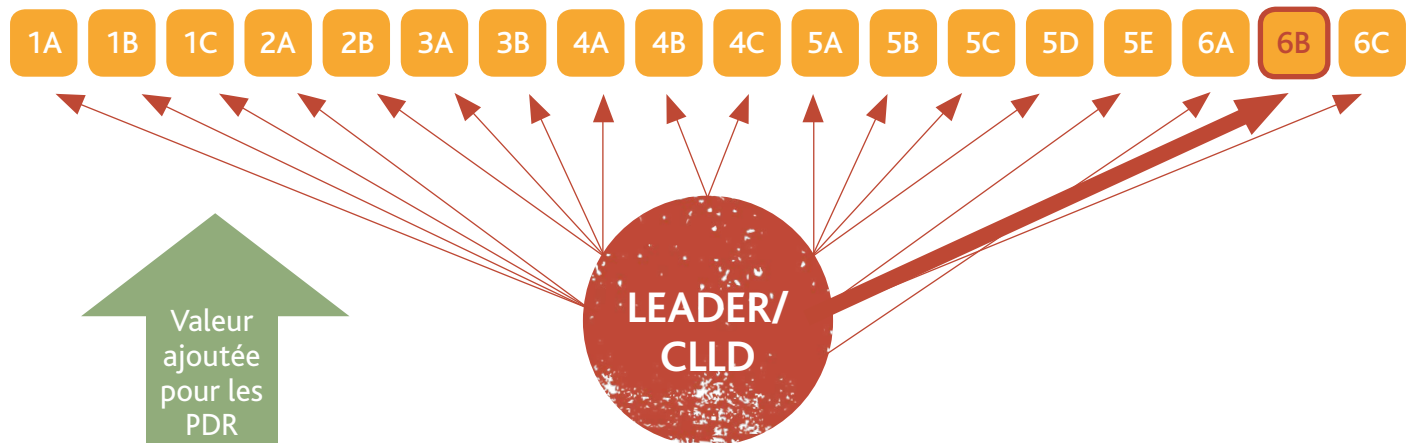


STRATÉGIE EUROPE 2020  
POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE

ACCORD DE PARTENARIAT

AU NIVEAU  
DES PDR

Objectifs généraux de la PAC, priorités du  
développement rural et domaines prioritaires



7 principes: approche ascendante, partenariat, coopération et travail  
en réseau, stratégies territoriales et multisectorielles, innovation

Exécution  
au niveau  
des PDR

Valeur  
ajoutée  
pour les  
GAL

Territoires et population des GAL

Partenariats locaux

Stratégies CLLD

+ CLLD d'autres  
Fonds ESI

AU NIVEAU  
LOCAL

Gestion et animation des GAL

Exécution  
au niveau  
des GAL

# CALENDRIER – QUOI DE NEUF?

## Avril 2016:

- **DE - 21-22 avril 2016** – Qualité de l'évaluation - défis méthodologiques et techniques, perspectives, instruments: Cet événement était organisé par l'Agence allemande pour l'évaluation (DeGeval). [Pour en savoir plus >>>](#)

## Mai 2016:

- **FI - 24-26 mai 2016** – CLLD orienté résultats dans les zones de pêche: Événement organisé par FARNET et ESKO FLAG. Cet événement a permis de souligner l'importance du CLLD orienté résultats et de présenter une meilleure façon de montrer les résultats obtenus grâce à l'amélioration de la compréhension d'une logique d'intervention bien structurée pour le suivi et l'évaluation. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **BE - 24 mai 2016** – 9<sup>e</sup> réunion du Groupe d'experts sur le suivi et l'évaluation de la PAC: Le Helpdesk a présenté un aperçu des résultats du 3<sup>e</sup> groupe de travail thématique sur l'évaluation de LEADER/CLLD et a demandé que les participants fassent part de leur réactions. Les résultats des événements annuels 2015 pour le renforcement des capacités ont été présentés au groupe. [Pour en savoir plus >>>](#)

LE DOCUMENT D'ORIENTATION EST ÉLABORÉ DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS DE TRAVAIL COLLABORATIF

### PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION POUR LES GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Équipe permanente du Helpdesk Évaluation  
Membres de l'équipe Experts thématiques  
DG AGRI

PAIRS ÉVALUATEURS comprenant  
Point de Contact REDR  
EIP-AGRI Service Point

### COMMENTAIRE DES PARTIES PRENANTES SUR LE PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION

GROUPE D'EXPERTS CHARGÉ DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA PAC

ORGANE DE RÉFLEXION  
GROUPE D'EXPERTS CHARGÉ DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA PAC  
GROUPE DIRECTEUR DU RÉSEAU RURAL  
SOUS-GROUPE LEADER/CLLD  
DG REGIO, DG MARE, DG EMPL

## Juin 2016:

- **DE - 3 juin 2016** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation consacré à la mise en place d'un système de réponses aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **DE - 7-8 juin 2016** – Atelier de bonnes pratiques sur la haute valeur naturelle (HVN): Atelier de bonnes pratiques organisé par le Helpdesk Évaluation en collaboration avec l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (Bundesamt für Naturschutz – BfN). Cet atelier a rencontré un franc succès, réunissant 51 représentants, notamment de la Commission européenne, des autorités de gestion, des évaluateurs et du monde académique de 22 pays. Il s'est étalé sur deux jours et comprenait une sélection fort intéressante de présentations et de discussions, y compris cinq études de cas de différents pays (DE, DK, EE, ES, IT). [Pour en savoir plus >>>](#)



Envoyez vos questions à:

[info@ruralevaluation.eu](mailto:info@ruralevaluation.eu)





- **BE - 9 juin 2016 – 2<sup>e</sup> réunion du 3<sup>e</sup> groupe de travail thématique sur l'évaluation de LEADER/CLLD:** La réunion a été organisée par l'équipe permanente du Helpdesk Évaluation et a accueilli les experts rédacteurs, les pairs évaluateurs et des représentants de l'unité E.4 de la DG AGRI. Au terme de la réunion, le groupe de travail thématique sur l'évaluation de LEADER/CLLD a rédigé un cadre conceptuel des lignes directrices et confirmé l'organisation et la distribution des tâches à venir. [Pour en savoir plus >>>](#)

LES LIGNES DIRECTRICES CONTIENDRONT DES INFORMATIONS PERTINENTES POUR LES DIFFÉRENTS NIVEAUX

PARTIE I INTRODUCTION	PARTIE II ÉVALUATION AU NIVEAU DES PDR	PARTIE III ÉVALUATION AU NIVEAU DES GAL	PARTIE IV ANNEXES
Introduction Objectif et cadre juridique Cadre conceptuel - vue d'ensemble Comment utiliser les lignes directrices	Cadre conceptuel et élément central de l'évaluation Parties prenantes Cycle de l'évaluation - planification, préparation, réalisation, rapports et suivi	Glossaire Exemples de cahier des charges Questions évaluatives et indicateurs Contenu du rapport d'évaluation Base de données relative aux opérations des GAL	

- **BE - 16 juin 2016 – 5<sup>e</sup> Groupe directeur du réseau rural européen:** Le Helpdesk a présenté les activités de renforcement des capacités organisées en 2015 et celles prévues pour 2016. D'autres annonces couvraient de nouveaux travaux thématiques relatifs à LEADER/CLLD, ainsi que des événements sur l'évaluation ex post et sur l'évaluation des RRN. [Pour en savoir plus >>>](#)



## Juillet 2016:

- **IT - 4-5 juillet 2016 – Atelier de bonnes pratiques sur l'évaluation ex post 2007-2013:** Atelier de bonnes pratiques organisé par le Helpdesk Évaluation en collaboration avec le réseau rural italien. Cet atelier consacré aux bonnes pratiques couvrait différentes approches méthodologiques choisies pour évaluer les résultats et les impacts des PDR pour la période 2007-2013 et pour répondre aux questions d'évaluation. En outre, il a constitué un forum de discussion qui a abordé la question des besoins en matière de données, et les solutions proposées pour pallier le manque de données. [Pour en savoir plus >>>](#)



- **UK - 14 juillet 2016 – Préparer l'évaluation des réseaux ruraux nationaux 2014-2020:** Défis, enseignements, orientation: Le Helpdesk présente le document d'orientation à venir sur l'évaluation des RRN et une étude de cas de Finlande au sujet des activités d'évaluation des RRN pour 2014-2020. [Pour en savoir plus >>>](#)

.....

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'unité E4 (Évaluation et études)  
de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

*Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement  
le point de vue officiel de la Commission européenne.*

### **Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural**

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint-Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) **E-mail:** [info@ruralevaluation.eu](mailto:info@ruralevaluation.eu) •  
**Site web:** <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • **Tél.** +32 2 737 51 30 • **Équipe éditoriale:** Valérie Dumont,  
Hannes Wimmer, Myles O. Stiffler • **Graphisme:** Karott' SA • **Collaborateurs:** Pedro Brosei, Blanca Casares, Jean-Michel Courades,  
Valérie Dumont, Fernando Fonseca, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova, Hannes Wimmer

.....